

## L'étude comparative de la reconversion des bassins charbonniers: De nouvelles voies pour la recherche

Quand nous avons reçu à Lille, en octobre 2001, la visite de Peter Friedemann et de Karl Lauschke, venus nous proposer une étude en commun de la reconversion des bassins charbonniers français et allemands après 1945, je suis resté, je dois le dire, dans un premier temps un peu sceptique face à leur suggestion. Venant à peine d'entamer mes fonctions à Lille III, étant peu au fait des travaux consacrés aux bassins miniers, je savais seulement que les historiens français s'y étaient beaucoup attachés, depuis la publication, voici une trentaine d'années, des travaux fondateurs de Rolande Trespé<sup>1</sup> sur les mineurs de Carmaux et de Marcel Gillet<sup>2</sup> sur les compagnies charbonnières du Nord-Pas-de-Calais au XIX<sup>e</sup> siècle. La constitution progressive des populations minières, leurs traits spécifiques, leurs engagements politiques et syndicaux sont désormais bien connus grâce aux études de Joël Michel,<sup>3</sup> de Janine Ponty,<sup>4</sup> de Diana Cooper-Richet,<sup>5</sup> d'autres encore. Le développement industriel suscité par la mine dans différentes régions l'est aussi, en particulier celui de la sidérurgie dans le Valenciennois qui a donné lieu au gros travail d'Odette Hardy-Hémery.<sup>6</sup>

Certes nos interlocuteurs nous proposaient de mettre l'accent, non sur la mine en général, mais sur un point particulier : la reconversion des charbonnages après 1945. Mais plusieurs historiens, français par la langue ou la nationalité, s'y sont consacrés, comme René Leboutte<sup>7</sup> ou Michel Hau.<sup>8</sup> Les géographes, pour leur part, ont maintes fois abordé les problèmes liés à la reconversion. Certains l'ont fait à propos de la Ruhr, comme Jean-Marc Holz.<sup>9</sup> D'autres, nombreux au sein de la communauté universitaire lilloise, les ont étudiés dans le Nord de la France, en particulier Didier Paris,<sup>10</sup> Guy Baudelle.<sup>11</sup> Enfin l'apport des anthropologues et

1 Rolande Trespé, *Les mineurs de Carmaux 1848–1914*, Paris 1971.

2 Marcel Gillet, *Les Charbonnages du Nord de la France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris-La Haye, Mouton 1973.

3 Joël Michel, *La mine dévoreuse d'hommes*, Paris 1993.

4 Janine Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris 1990.

5 Diana Cooper-Richet, *Le peuple de la nuit. Mines et mineurs en France (XIX<sup>e</sup>–XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris 2002.

6 Odette Hardy-Hémery, *De la croissance à la désindustrialisation. Un siècle en Valenciennois*, Paris 1984.

7 René Leboutte, *Vie et mort des bassins industriels en Europe 1750–2000*, Paris 1997.

8 Michel Hau et Clara Nunez (dir.), *De-industrialisation in Europe, 19th–20th centuries*, Séville 1998.

9 Jean-Marc Holz, *La Ruhr, du «Kohlenpott» à la région urbaine*, Paris 1977.

10 Didier Paris, *La mutation inachevée. Mutation économique et changement spatial dans le Nord-Pas-de-Calais*, Paris, 1993.

11 Guy Baudelle, *Le système spatial de la mine. L'exemple du bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais*, Université de Paris I (thèse de doctorat d'Etat), Paris 1994.

des sociologues est également de grande ampleur, en particulier à travers plusieurs enquêtes collectives. Certaines sont déjà anciennes, comme celle conduite au début des années 1980 par un sociologue, Claude Dubar, et un historien, Gérard Gayot,<sup>12</sup> sur la sociabilité dans deux communes affectées par les fermetures de puits. D'autres sont plus récentes, comme la recherche menée depuis 1998 par une équipe du CNRS dirigée par Jean-Claude Rabier<sup>13</sup> dans le cadre du programme «Anthropologie du bassin minier».

Dans ces conditions, vu l'abondance de la moisson déjà engrangée, fallait-il bien lancer une nouvelle recherche sur ce thème déjà amplement défriché par les spécialistes relevant de plusieurs disciplines? Certes il est tentant, pour les chercheurs d'un pays, de voir comment leurs collègues du pays voisin abordent tel ou tel sujet qu'il connaissent bien. Mais cette confrontation de points de vue peut-elle déboucher sur une entreprise collective nouvelle?

Pourtant, à faire la simple recension des publications disponibles sur la reconversion, tant du côté français qu'allemand, on ne peut qu'être rapidement convaincu qu'une approche comparatiste serait éminemment utile, ne serait-ce que pour dégager quelques idées claires sur la définition du phénomène, sa date d'apparition ou la terminologie employée pour le désigner.

Les querelles de définition sont fréquentes entre les universitaires et constituent même lors de leurs rencontres communes un point de passage obligé. De fait, il faut reconnaître que la notion de reconversion demeure floue, car elle n'est pas comprise de la même manière d'une discipline à l'autre. Les économistes y voient un processus affectant les branches d'activité, les entreprises, les emplois et lié à certaines contraintes, d'ordre national ou international. Mais les sociologues ne partagent pas cette manière de voir. Dès 1961, l'un d'entre eux, Serge Moscovici,<sup>14</sup> dans l'un des premiers livres consacrés aux reconversions, la définissait comme «la transformation d'une dimension fondamentale de la vie des collectivités, le travail [sous l'effet de] l'intervention d'une volonté planificatrice». Une telle approche renvoie donc au mode d'organisation des sociétés, et non aux seules mutations économiques. D'autre part, en insistant sur le choc initial, la contrainte étatique déclenchant le processus, elle sous-entend qu'à la limite il ne saurait y avoir de reconversion que forcée. Faut-il alors écarter du champ d'étude les cas, nombreux dans un pays tel que l'Allemagne, où la reconversion s'est faite de manière progressive, à la suite d'initiatives spontanément mises en œuvre par les différents acteurs économiques et sociaux et sans intervention étatique, sinon tardivement?

Un autre point qui appelle la comparaison est celui de la date d'apparition de la reconversion. Dans le cas des bassins charbonniers, il est d'usage, en France, de la faire démarrer sur le plan

12 Dubar Claude/ Gérard Gayot/ Jacques Hedoux, Sociabilité minière et changement social à Sallaumines et à Noyelles-sous-Lens 1900–1980, *Revue du Nord*, avril–juin 1982, n°253, pp.365–463.

13 Jean-Claude Rabier, (dir.), *La remonte. Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais entre passé et avenir*, Lille 2002.

14 Serge Moscovici, *Reconversions industrielles et changements sociaux. Un exemple: la chapellerie dans l'Aude*, Paris 1961.

national en 1960, date d'adoption par le gouvernement français du plan de réduction de la production charbonnière élaboré par le ministre de l'Industrie, Jean-Marcel Jeanneney. Pourtant, régionalement, on ne saurait oublier que les premières fermetures de puits, à l'ouest du bassin du Pas-de-Calais, sont intervenues dès le début des années 1950. Dans la Ruhr, l'extraction s'est prolongée bien au-delà puisqu'il a fallu attendre 1968 pour que les pouvoirs publics fédéraux se décident à organiser la récession charbonnière en fondant la Ruhrkohle AG. Mais maints charbonnages privés avaient fermé bien auparavant leurs puits les moins rentables et adopté des mesures en faveur de leur reconversion. Y a-t-il eu d'ailleurs influence réciproque, dans le sens positif ou négatif, entre les cas allemand et français?

Enfin la terminologie utilisée pour désigner le phénomène gagnerait elle aussi à être étudiée dans une perspective comparatiste. En France par exemple, on constate une progressive évolution du vocabulaire administratif. Les premières mesures d'aides publiques, organisées par un décret du 14 septembre 1954, entendaient faciliter «l'adaptation de l'industrie» en créant un Fonds de conversion distribuant aux entreprises concernées des subventions provenant du Trésor public. On pouvait alors encore nourrir l'espoir d'une mutation progressive du tissu industriel dans les différents bassins d'emplois, renforçant le poids des secteurs nouveaux sans pour autant condamner à la disparition les activités traditionnelles. Parmi ces dernières, les charbonnages étaient loin d'être les plus menacés. On trouvait à côté d'eux certaines grandes industries d'équipement comme la construction navale et de nombreuses industries légères comme la chapellerie, le travail du cuir, les huileries... A partir de quand la «conversion» s'est-elle muée en une «reconversion», affectant brutalement l'ensemble des industries héritées de la première industrialisation qui sont vouées à disparaître, tandis que les pouvoirs publics recherchent avec difficulté des activités de substitution ? Peut-on relever semblables glissements de vocabulaire en Allemagne où le terme de «Strukturwandel» n'est vraisemblablement ni le premier, ni le seul à avoir été utilisé?

Mais ce ne sont pas seulement des problèmes de définition ou de terminologie qui militent pour une approche comparatiste de la reconversion. Notre volonté de l'entreprendre s'explique aussi par le souci de valoriser un atout : notre commune appartenance à des universités situées au coeur de deux régions, la Ruhr et le Nord-Pas-de-Calais, qui, depuis plusieurs décennies, ont été fortement marquées par la reconversion. Certes il existe entre elles de notables différences, tant dans le poids démographique et économique que dans les structures administratives ou encore dans la date, le rythme et les résultats de la reconversion. Pourtant, la Ruhr comme le Nord-Pas-de-Calais appartiennent toutes deux à ces vieilles régions industrielles qui, comme d'autres à travers l'Europe, ont partagé depuis deux siècles une même-communauté de destin. Elles ont développé autour de la mine de nombreuses activités industrielles souvent analogues, comme la sidérurgie, la construction mécanique, la carbochimie, même si la présence de l'industrie textile dans le Nord-Pas-de-Calais représente un cas particulier qui n'a pas son équivalent outre-Rhin. Elles ont représenté des enjeux essentiels lors des guerres qui ont opposé les deux pays, avec des implications qui,

d'ailleurs, au lendemain des conflits, se sont situées au niveau de l'ensemble de la communauté internationale, tout au moins en ce qui concerne la Ruhr. Leur taille est suffisamment vaste pour que l'on puisse y observer une certaine diversité interne, selon un axe allant d'est en ouest au Nord-Pas-de-Calais, du sud au nord dans la Ruhr. Entre elles, la comparaison est non seulement possible, mais amplement justifiée.

Elle devait permettre de mieux comprendre les implications qu'a eues la reconversion pour les différentes parties en présence, ainsi que les résultats contrastés obtenus par les politiques menées en sa faveur.

Dans le processus de reconversion, plusieurs parties sont en présence. Les unes peuvent être qualifiées d'acteurs. Il s'agit des dirigeants d'entreprises, privées et publiques, des fédérations professionnelles, des syndicats patronaux, des chambres de commerce, des représentants de l'administration, des élus locaux, tant au niveau régional que communal. On le sait depuis les travaux qu'a conduits Béatrice Giblin-Delvallet,<sup>15</sup> justement à partir de l'exemple du Nord-Pas-de-Calais : la région forme un «territoire politique» à l'intérieur duquel s'établissent des règles du jeu entre ces différents acteurs, accordant à chacun un certain pouvoir d'intervention et d'influence sur les grandes orientations. Leur action est fonction, bien sûr, de leurs propres intérêts, mais dépend aussi de la vision qu'ils se font du développement collectif de la région. Sur ces interventions, leurs modalités et leur contenu, les cas de la Ruhr et du Nord-Pas-de-Calais fournissent un champ d'observation particulièrement riche. Compte tenu des structures politiques et administratives respectives, on peut supposer que le pouvoir d'intervention et d'influence dans le processus de reconversion appartient davantage aux entreprises privées et aux autorités locales en Allemagne, aux entreprises publiques et à l'administration d'Etat en France. Encore faut-il le vérifier dans des cas concrets, ce qui passe par l'examen comparatif des «stratégies de reconversion» suivies dans les différentes branches, entreprises et bassins d'emplois.

Mais la reconversion ne met pas seulement en jeu des acteurs. Elle affecte aussi et avant tout le sort de sujets: les travailleurs des régions concernées, qu'ils soient salariés ou indépendants, hommes ou femmes, nationaux ou immigrés, pourvus ou non d'une qualification professionnelle. Certes certains peuvent espérer peser sur les décisions prises: militants syndicaux tentant de s'opposer aux fermetures de sites, animateurs d'associations cherchant à renouer les liens d'une sociabilité disparue avec les activités anciennes. La distinction entre acteurs et sujets de la reconversion est donc susceptible de modifications, selon les circonstances, les réussites ou les échecs rencontrés par les uns et les autres. Globalement cependant, on est bien ici dans le domaine du subi face à des décisions présentées comme inéluctables. Là encore, une approche comparatiste entre Ruhr et Nord-Pas-de-Calais peut s'avérer riche d'enseignements. Elle permet d'abord de repérer les lacunes de la recherche qui, dans chaque pays, a

15 Giblin-Delvalle, Béatrice, *La région, territoire politique*. Le Nord-Pas-de-Calais, Paris 1990.

souvent privilégié certains sujets de la reconversion au détriment des autres. Elle permet aussi de dégager les relations existant entre acteurs et sujets lors du processus de reconversion. Par exemple, la présence en France après 1945 de grandes entreprises publiques dans le secteur énergétique s'est-elle avérée bénéfique ou nuisible aux intérêts des salariés concernés? Ou bien encore l'indépendance des pouvoirs locaux (Länder et municipalités) face à l'Etat fédéral en Allemagne les a-t-elle incités à promouvoir des expériences originales ou rendus au contraire prisonniers de leurs électeurs dans la défense obstinée du maintien des structures existantes?

On est ainsi conduit à comparer les résultats obtenus par la reconversion dans la Ruhr et le Nord-Pas-de-Calais. Globalement, les principaux indicateurs socio-économiques (taux de chômage, revenu par tête, degré d'accessibilité aux grands équipements collectifs, diversification et qualification des emplois) semblent opposer les succès allemands aux échecs français, même si le cadre de vie, dans certaines villes de la Ruhr, s'est parfois dégradé d'une manière peu différente de ce que l'on observe dans le Nord-Pas-de-Calais. Mais surtout, au-delà du tableau des réussites confirmées, des échecs avérés et des résultats incertains, dépendant d'évolutions nationales ou internationales dépassant le cadre des deux régions, la comparaison entre elles peut apporter beaucoup. Elle montre d'abord que la reconversion a souvent fait naître une volonté de préserver et de valoriser le patrimoine industriel, à travers des réalisations qui ont parfois fait école et suscité des imitations dans d'autres régions ou pays. Elle conduit aussi à s'interroger sur une notion fondamentale dans l'explication des échecs et des réussites, celle de la capacité de chacune des régions au changement. Il faut tenter d'en déterminer les composantes, d'apprécier notamment dans quelle mesure certaines structures sociales, politiques ou mentales ont entravé, voire rendu impossible la reconversion. Sur ce plan, la forte emprise du syndicalisme, le poids des partis de gauche, la longue persistance d'une vision « héroïsée » des métiers anciens, à travers les figures archétypales du mineur ou de l'ouvrier sidérurgiste, ont exercé une influence indéniable dont il devrait être possible de mesurer le poids respectif dans les deux régions.

Il ne manque donc pas, on le voit, d'éléments à l'appui de la démarche à laquelle renvoient les études comparatives contenues dans ce cahier. Il appartient désormais au lecteur de nous dire si l'entreprise lui paraît intéressante et si elle peut conduire à d'autres développements.